

les marchés mondiaux de capitaux, mais rien ne garantissait qu'ils le seraient vers les pays qui en avaient besoin pour régler leurs importations de pétrole. Ce problème de «recyclage» revêt de graves dimensions en ce qui concerne la balance internationale des paiements et l'investissement des fonds transférés dans les pays producteurs de pétrole. Le meilleur espoir de surmonter ces problèmes a semblé lié à la reconnaissance croissante de l'interdépendance économique entre pays producteurs et consommateurs de pétrole.

En sa qualité de producteur et consommateur de matières premières, et en tant que nation largement tributaire du commerce d'exportation, le Canada s'est vivement préoccupé de trouver des solutions à ces problèmes. Les Canadiens ont pris conscience de la nécessité de déployer un effort soutenu pour trouver des moyens efficaces de résoudre les problèmes économiques mondiaux au sein des organismes internationaux qui se consacrent à cette tâche. Ils ont reconnu également que le Canada doit agir, dans ses relations avec les autres pays, de manière à réduire sa vulnérabilité et à renforcer son économie. En même temps, les Canadiens ont pu se rendre compte que de nouvelles méthodes doivent être mises au point pour alléger les problèmes économiques des pays en voie de développement, puisque les formes traditionnelles d'assistance ne pouvaient pas vraiment relever ce défi.

Nombre de pays en voie de développement ont été durement frappés par l'inflation, et la crise du pétrole leur a été particulièrement pénible. D'autres problèmes très inquiétants pour eux et pour le reste du monde ont retenu l'attention au cours de réunions internationales importantes au cours de l'année. Le Canada a participé activement à la Conférence mondiale sur la population, tenue à Bucarest en août, ainsi qu'à la Conférence mondiale sur l'alimentation, tenue à Rome en novembre. Afin d'aider à atténuer la situation critique de l'alimentation, il s'est engagé à accroître ses contributions dans le domaine des vivres et des engrais. Les pénuries ont été particulièrement graves dans le sud de l'Asie et en Afrique sous-saharienne. Dans la région du Sahel, des années de sécheresse ont jeté des millions de gens dans la détresse.

Les matières premières et le développement ont fait l'objet d'un débat international lors de la

sixième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies en avril. Les pays en voie de développement ont profité de cette occasion pour exposer leurs idées en matière de changement aux nations industrialisées, et des documents portant sur un «nouvel ordre économique international» ont été adoptés. Bien que le Canada ait reconnu le bien-fondé de nombre des demandes formulées, et qu'il ait accru sensiblement les fonds destinés aux programmes d'aide au développement, il lui a semblé que les pays en voie de développement ne reconnaissent pas suffisamment le fait qu'on ne peut trouver de solutions constructives aux graves problèmes économiques du monde autrement que par la voie d'une coopération entre consommateurs et producteurs. Mais de nouvelles tendances se sont manifestées lorsque les gouvernements ont affirmé leur droit à obtenir une plus grande part des revenus provenant des ressources et à former de nouvelles associations de pays producteurs.

La Troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer, tenue à Caracas au cours de l'été, a attiré l'attention sur un ensemble de problèmes économiques, écologiques, politiques et juridiques d'une grande importance pour le Canada. Comme chef de la délégation canadienne, l'honorable Allan J. MacEachen a fait sa première apparition sur la scène internationale en sa qualité de nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada. La conférence a réalisé des progrès marqués vers l'adoption d'un traité général sur le droit de la mer, et a recommandé que sa prochaine session se déroule à Genève en 1975.